

Synthèse du 2^{ème} séminaire « Prospective - perspectives »

« Attractivité des territoires ruraux et logique de développement durable »

17 octobre 2007 - Paris

1- La Campagne - Laboratoire

Vers une (re)localisation de l'économie ?

CONSTATS

- La campagne est comparée à un « laboratoire » où s'expérimentent de nouvelles façons de vivre, de produire, de consommer, de nouveaux modes de relations et de solidarités, autour de la notion de local. Les circuits courts, les éco-quartiers, par exemple, font travailler des entreprises non-délocalisables.
- Les politiques de développement de projets mises en place à l'échelle des communautés de communes, pays et PNR sont des leviers pour orienter la campagne dans le sens de ces innovations.
- La profession agricole prend conscience qu'elle a besoin d'autres ruraux et d'une autre ruralité pour maintenir son milieu et son métier, et souhaite investir les différents lieux de décision locale, et plus seulement les conseils municipaux.
- Grâce à l'engouement pour les espaces naturels et à ses possibilités de développer les métiers du changement climatique, le monde rural a les moyens de redonner du sens à l'environnement biophysique, plus que le monde urbain.
- La campagne « laboratoire » reste le fait de personnes et d'organisations souffrant d'une image « écolo-baba » qui ne favorise pas la diffusion de ses idées (voir partie 5). En conséquence, un lotissement tout neuf sans un seul capteur solaire, c'est encore la réalité en 2007.

LIEUX DE QUESTIONNEMENTS

- Comment le métier d'agent de développement peut-il accompagner ces mutations ?
- Avec quels mots peut-on dire cette nouvelle modernité ? Le mot « territoire », qui remplace de plus en plus « campagne » signifie-t-il cette campagne laboratoire ?

PISTES DE REFLEXIONS ET D' ACTIONS

- Diffuser vers la ville ce côté inventif de la campagne. Pour Odile Stéphanini, « *la bataille du développement durable sera gagnée le jour où au bas des tours les gens se poseront la question de ce qu'ils mangent* ».
- Inciter les politiques de développement territorial à s'orienter vers davantage de participatif et à se donner les moyens d'avoir une vision prospective.
- Accompagner cette évolution vers les circuits courts en agissant, par exemple au niveau des formations agricoles.
- Se projeter dans les contraintes du futur - un monde avec des compteurs carbone, sans hypermarchés, avec autoproduction etc. - pour observer et analyser.
- S'appuyer sur les pionniers de cette campagne alternative comme locomotives.
- Veiller à ne pas cautionner un « développement durable » de façade, au service d'intérêts financiers.

2- Territoires de tous nos désirs

Avancées & limites des politiques de projet

CONSTATS

- Les projets des territoires manquent de moyens pour être pérennisés. Ainsi le Pays Centre Ouest Bretagne a bénéficié d'un Pôle d'excellence rurale pour financer l'investissement d'un projet (mise en place filières chanvre bio pour l'habitat et énergies renouvelables) mais aujourd'hui, il n'a pas les moyens de poursuivre la dynamique lancée, alors que les entreprises locales sont motivées à travailler ensemble.
- Les relais au niveau des organismes de recherche et développement ainsi que dans les centres de formation manquent car ces derniers sont en ville. Ce qui amène à rappeler la non prise en compte du rural dans les politiques des villes.
- Le temps des chargés de mission est de plus en plus consacré à la réponse d'appels à projets et les territoires sont en demande d'ingénierie et d'assistance à maîtrise d'ouvrage.
- En ce qui concerne l'aspect économique, il semble que les territoires manquent de moyens ou de capacités à mettre en place de véritables stratégies de développement économique, transversales, qui ne se limitent pas à la construction de zones d'activités. Les champs privilégiés des territoires de projet restent le tourisme, la valorisation du patrimoine, et plus récemment les énergies.
- Il reste très difficile d'avoir des informations autres que touristiques lorsque l'on veut s'installer sur un territoire.
- Les politiques territoriales souffrent d'un problème de pilotage car elles manquent de connaissance fine et de capacités d'analyse, à la fois sur les départs, les arrivées, mais aussi sur l'économique (niche, secteurs...).
- Les différents échelons territoriaux, notamment communautés de communes et Pays, ne sont pas suffisamment connectés, ce qui peut entraîner des incohérences entre les projets de développement.

LIEUX DE QUESTIONNEMENTS

Le travail en réseau avec les différents acteurs du territoire est indispensable mais reste difficile à mettre en place et à financer. Cette fonction doit être portée par des chargés de mission identifiés qui coordonnent, mettent en place des partenariats conventionnés et tissent des passerelles intersectorielles. Le Pays semble le plus pertinent pour coordonner un tel travail en réseau, mais la question du financement reste posée.

PISTES DE REFLEXIONS ET D'ACTIONS

- Essayer de sortir des logiques sectorielles mais aussi rassembler également les domaines de l'emploi et de la création d'activités, souvent dissociés. Décloisonner les différents métiers de l'insertion économique et sociale, qui ne travaillent pas assez ensemble.
- Mettre en place des observatoires sur les migrations, la vie économique, l'environnement, le social... Voir comment le niveau régional (avec le SRADDT notamment) peut permettre ces observatoires et favoriser le dialogue entre les acteurs.
- Veiller à ce que la démarche « projet de territoire » ne s'étiolle pas, à l'image du concept de développement local, révolutionnaire il y a 30 ans mais aujourd'hui banalisé.

3- Porteurs de projets, acteurs de mobilités

Une population à accompagner, des parcours à sécuriser

CONSTATS

- L'installation à la campagne s'inscrit dans un phénomène plus large de mobilité, de nomadisme moderne, de parcours de vie (il y aurait un temps pour la campagne et un temps pour la ville).
- L'accompagnement d'un porteur de projet consiste à faire se croiser l'intention collective et l'intention individuelle. L'accompagnement apparaît indispensable pour permettre l'adaptation du projet ou de l'idée aux réalités du territoire, et l'inverse.
- L'accompagnement est insuffisant ou mal adapté au niveau des communes et des territoires (manque de moyens et de professionnalisation).
- Des associations d'accompagnement comme l'Afip, les Civam ou encore le MRJC ont mutualisé leurs pratiques sur la création d'activités en milieu rural, notamment atypiques, qui posent des problèmes en terme d'accompagnement. Un projet peut être atypique par sa nature, mais aussi par son organisation (pluriactivité ou combinaison d'activités), sa taille ou encore les valeurs qu'il porte. D'où la nécessité d'un accompagnement ancré localement, pour faciliter la rencontre entre les différents interlocuteurs nécessaires (et la coordination) mais aussi pour permettre l'intégration.
- Territoires, acteurs consulaires et associations ne dialoguent pas suffisamment et manquent d'un vocabulaire commun.

LIEUX DE QUESTIONNEMENTS

- Faut-il susciter la vocation à être porteur de projets ? Comment ? (le dernier accord du DIF, Droit à la Formation professionnelle, portait justement sur le fait de susciter l'envie d'avoir une mobilité professionnelle).
- Ces questions se posent tout particulièrement pour les personnes qui ont des destins sociaux brisés : comment les amener à imaginer un avenir, un projet ? Comment les aider à se sentir mobile ou à se former ?
- Quelles actions en faveur des candidats à l'installation qui n'ont pas de moyens financiers ou pas de permis de conduire ?
- Aujourd'hui, la sécurisation des parcours professionnels est en marche, alors que c'était une idée révolutionnaire au départ. Peut-on imaginer le même destin pour l'idée de sécurisation des parcours de mobilité géographique ou plutôt des « transitions socio-professionnelles », et avec quel financement ?
- Comment proposer un accompagnement sur-mesure dans un monde fondé sur la catégorisation ?

PISTES DE REFLEXIONS ET D' ACTIONS

- Connaître les motivations des personnes qui repartent de la campagne (est-ce une nouvelle fuite ? un nouveau projet ? un retour en arrière ?) et le sentiment des concernés sur cette notion de parcours de vie.
- Prendre en compte les évolutions de la société comme la baisse du nombre de personnes par foyer ou l'augmentation de l'espérance de vie de femmes dans les réflexions sur l'itinéraire résidentiel.
- Approfondir les autres formes d'insertion que l'insertion par l'activité économique.
- Continuer à lutter contre les politiques d'accueil sélectives (fermeture aux Rmistes), qui vont à l'encontre de la mixité sociale, facteur d'équilibre.
- Repérer les porteurs de projets déjà installés sur le territoire (qu'ils soient nouveaux arrivants ou originaires de la région).

4- Quand décentralisation rime avec métropolisation

Quelles égalité républicaine et solidarités entre les territoires ?

CONSTATS

- Avec l'arrivée du très haut débit, la fracture numérique continue de se creuser entre zones urbaines et zones rurales car aucun opérateur ne propose de solution économiquement viable pour les particuliers et entreprises des territoires ruraux.

- Sur les services à la population, là aussi, l'inégalité s'amplifie, notamment dans le domaine de la santé. Les petits hôpitaux sont pénalisés parce que gérés uniquement en terme de rentabilité, tout comme les gares ou les tribunaux. Ceci alors que, quand on fait une promotion efficace du territoire, comme cela a été le cas sur le Pays Centre Ouest Bretagne, les médecins s'installent (3 nouveaux internes à l'hôpital de Carhaix).

- L'État n'est plus le seul lieu où se croisent les acteurs, où se font les études, les observations, les analyses, c'est dans les rencontres, les centres de formations et les universités que se créent désormais les réflexions et méthodologies.

LIEUX DE QUESTIONNEMENTS

- Dans une république, l'Etat n'est-il pas le garant de la cohésion territoriale, c'est-à-dire de l'accès à certains services essentiels comme la santé, l'école et les transports ?

- Comment se positionner face à des politiques publiques qui évoluent vers la compétition (cf arrivée du terme compétitivité dans le sigle Diact, multiplication des appels à projet...)?

- Si d'un côté l'Etat soutient des politiques d'accueil, pourquoi ne pas mettre en place des politiques de soutien au départ, dans un souci de cohésion et de répartition équitable au niveau national ?

PISTES DE REFLEXIONS ET D' ACTIONS

- Sur le problème des services, une piste serait peut-être d'affirmer que les services, c'est du développement au même titre que les infrastructures, afin de pouvoir bénéficier de fonds.

- Sur la question du soutien au départ, retrouver des études sur l'expérience agricole des Bureaux des départs et des arrivées (voir avec le Cnasea).

5- L'écolo fait son bobo tendance baba

Faire évoluer les représentations

CONSTATS

- Les projets innovants ou atypiques souffrent d'une image de projets marginaux et non-viables auprès de nombreux décideurs et organismes.
- Pour beaucoup, tout ce qui n'est pas industriel ne peut générer d'emplois (par exemple Village magazine, SARL installée depuis 15 ans, qui emploie plusieurs salariés, est considéré localement comme bizarrerie bricolée avec des bénévoles).
- De nombreux réseaux accompagnent les porteurs de projets et notamment les projets atypiques, comme les Civam. Mais ces réseaux sont peu ou mal connus.
- Ces représentations limitent l'efficacité et la structuration de l'offre d'un territoire.
- Les conseillers (Fongecif, Boutiques de gestion, Anpe...), les élus et les agents de développement manquent de culture sur ces projets et ces formes de travail, sont en demande de formation.
- écolos, babas, bobos, néo-ruraux... des mots souvent péjoratifs, alors que ces populations agissent en pionniers.

PISTES DE REFLEXIONS ET D' ACTIONS

- Agir sur les représentations pour valoriser ces nouveaux métiers et ces nouvelles formes de travail, tant au niveau communication qu'au niveau formation, financements, pour que les décideurs intègrent ces projets dans leurs grilles.
- Faire sortir ces projets et ces idées du monde militant car, tant que les pratiques innovantes resteront l'apanage de groupes engagés, les autres ne s'y intéresseront pas (« ça, c'est un « truc d'écolo », ce n'est pas pour moi »). On n'est pas obligé de manger bio pour se mettre au solaire.

6 - Chacun cherche son toit

Agir ensemble pour un urbanisme durable

CONSTATS

- La France subit actuellement une crise du logement (flambée des prix du foncier et du bâti, insuffisance de logements).
- Le Ministère du Logement estime que la décentralisation de la compétence habitat au niveau local ne répond pas aux besoins et envisage de la reprendre au niveau national pour la mise en place de son plan. Si la compétence est reprise au niveau national, il y aura moins de résistances locales mais cela pénalisera les territoires car l'habitat est un levier efficace en matière de politique d'accueil et de développement durable.
- Le secteur du bâtiment est une source importante d'émissions de gaz à effet de serre et de gaspillage d'énergie : bâtiments mal construits et mal isolés, étalement urbain, zones pavillonnaires avec des problèmes d'accès aux services et de dépendance automobile. Les éco-quartiers apportent une réponse intéressante mais risquent de se développer eux aussi en étalement urbain.
- La pression foncière, la forte consommation d'espace (+ de 60 000 hectares de terres artificialisés chaque année), le problème de gestion du périurbain et l'arrivée de populations non-agricoles en campagne sont une vraie source d'angoisse pour la profession agricole qui doit par ailleurs faire face à un vrai défi : augmenter la production tout en polluant moins.

PISTES DE REFLEXIONS ET D' ACTIONS

- Inciter à ce que la question du logement soit traitée de manière transversale entre le rural, le périurbain et l'urbain et à ce que la compétence logement puisse être reprise au niveau du territoire de proximité : communautés de communes, d'agglomérations, pays...
- Réfléchir à des modèles d'urbanisme intégrant la densification, en se penchant sur des exemples étrangers (Rhénanie en Allemagne...)
- Augmenter la fiscalité sur le foncier non bâti constructible.
- Creuser le concept canadien de « design » qui désigne les zones artificialisées par rapport à la naturalité et penser à des pistes de développement pour le périurbain comme les parcs de loisirs verts (accrobranche, motos vertes) qui peuvent se suffire d'espaces naturels peu valorisés et peu valorisables.
- Agir sur le FEADER mais aussi sur le réseau rural français et le réseau rural européen (en construction) pour faire entendre la voix du monde rural.